

Le Chef de l'Etat au Maroc:

L'ÉCONOMIE VOLERA-T-ELLE LA VEDETTE À LA POLITIQUE ?

Le Président du CMJD, Chef de l'Etat, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall s'est envolé ce lundi au Maroc pour une visite de 48 heures sur invitation de Sa Majesté le roi Mohamed VI. Pourtant, il venait à peine de rentrer de Tunis, le jeudi dernier, où il s'est fait inviter au Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) du 16 au 18 novembre 2005, qui lui a donné l'occasion de rencontrer les Chefs d'Etat du monde présents aux côtés du Tunisien Ben Ali. Outre l'Onusien Koffi Anann, le Nigérien président en exercice de l'Union Africaine, le président Obasanjo et le ministre israélien des Affaires Etrangères Sylvan Shalom, il aura surtout rencontré ses voisins les plus proches du Maghreb Arabe et d'Afrique Noire, comme l'Algérien Bouteflika, le Libyen Kadhafi, le Sénégalais Abdoulaye Wade.

Mais cette participation au Sommet de Tunis, véritable forçage du Colonel Ould Mohamed Vall que le président Ben Ali ne s'était pas empressé de reconnaître, voire avait condamné son coup d'Etat du 3 août 2005, était par-dessus tout une occasion de se faire remarquer par le plus grand nombre car le nouvel homme fort du pays suscitait la curiosité des amis, partenaires au développement et bailleurs de la Mauritanien, sans nul doute curieux de voir de près et connaître le tombeur du président Ould Taya dont le projet de restaurer une démocratie véritable en moins de deux ans et partir est une première en Afrique et



surtout dans le monde arabe.

Les projecteurs en Tunisie ...

Deuxième sortie à l'extérieur du président du CMJD en moins de quatre mois, ce voyage en Tunisie aura été donc un bain d'accolades et un album photos-souvenirs qui succède au bain de foule de

Banjul qui en dit long sur les offensives diplomatiques des nouvelles autorités mauritaniennes de vouloir commencer leur politique étrangère par forcer la main aux plus durs et cultiver la confiance avec ceux qui ne sont pas prêts de consommer le départ forcé de leur ami

Ould Taya. Car, et la Gambie et la Tunisie étaient d'une prudence vis-à-vis du changement intervenu le 3 août à Nouakchott qui frisait le rejet, même si cela ne voulait en vérité rien dire, prendre du recul étant toujours meilleur pour faire un bon saut en avant.

Suite en page 3

Le Chef de l'Etat au Maroc: L'économie volera-t-elle la vedette à la politique ?

En leur consacrant ses deux premiers voyages à l'extérieur, le président du CMJD faisait le premier pas, "offrant" ainsi son amitié pour préserver les acquis et afficher sa disponibilité, même si en politique on ne raisonne pas en terme d'états d'âme.

Le calcul était sage puisque le résultat était garanti : les données historiques, géographiques, politiques, économiques et stratégiques imposaient aux dirigeants des deux pays d'accueillir le Colonel Ould Mohamed Vall les bras ouverts, le sourire large et les oreilles attentives.

Cela est d'autant plus vrai que cette donne n'est pas valable pour ce troisième voyage consacré au Maroc. D'abord parce qu'il s'agit d'une invitation du Roi.

Autrement dit, l'initiative vient de l'autre comme pour confirmer une volonté exprimée dès le 3 août, le Maroc ayant été le premier pays à envoyer un émissaire en Mauritanie, le 4 août 2005, à peine 24H après la prise de pouvoir par la junte militaire du CMJD, puis un deuxième

me et un troisième. Un geste qui, en politique d'occupation du terrain, donne le pion au voisin algérien, bien plus que "le frère" libyen dont l'empressement à soutenir la révolution de palais avec l'envoi de son Ministre des Affaires Etrangères les premiers jours du coup de force du 3 août, était évident, le Guide et le président déchu ne se portant pas dans les cœurs. C'est dire combien les pays de l'UMA méritaient bien d'être parmi les premiers pays à visiter pour cet officier dont la formation militaire, après tout, a été effectuée dans les universités ... marocaines.

... Et les promoteurs au Maroc

Il convient cependant de remarquer que la composition de la délégation qui accompagne le Chef de l'Etat mauritanien (très technocrate et économique avec le ministre des Affaires Etrangères et son directeur du Monde Arabe et le Secrétaire d'Etat chargé de l'UMA, celui de l'Enseignement supérieur et de la

recherche scientifique avec son directeur de l'Enseignement supérieur, celui du Développement rural avec les directeurs de l'Agriculture et de l'Hydraulique et de l'Assainissement, celui de la Pêche avec les directeurs de la Pêche industrielle, celui de la Marine Marchande et celui de la SMCP) dénote d'une volonté de donner à ce voyage un cachet plutôt de visite de travail que de courtoisie, comme ce fut le cas avec les deux précédents pays.

L'économie volera-t-elle la vedette à cette visite politique, sachant que les deux pays semblent avoir privilégié de plancher sur l'agriculture et la lutte contre les criquets, ainsi que sur leurs contrats, accords et conventions dans le domaine des pêches et de l'enseignement supérieur ?

D'ailleurs la fastueuse cérémonie d'accueil réservée au Chef de l'Etat à Marrakech par le souverain marocain, entouré de son héritier du trône, en dit long sur cette volonté marocaine de raffermir les relations bilatérales entre les

deux pays et du coup, "mettre la main", pour ainsi dire, le premier, sur les nouvelles autorités mauritaniennes, qui gèreront, deux ans durant la manne pétrolière. Sans oublier, bien évidemment, le vieux conflit du Sahara Occidental dans lequel la position mauritanienne de neutralité, bien que respectée, ne manquera pas d'être soulevée au cas où un rapprochement encore plus prononcé viendrait à privilégier les rapports avec le Maroc au détriment d'un voisin trop sûr de lui.

Certes, il sera question de la construction de la Maison commune maghrébine que ce conflit du Sahara empêche de faire avancer, mais le président du CMJD, tout comme le souverain, savent déjà que le mandat de deux ans écourté à 19 mois des militaires à la tête du pays, ne permet pas de rêver plus que d'organiser une rencontre entre les cinq Chefs d'Etat de l'Union, lesquels ne se sont pas réunis depuis ... 1994.